



# Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 25 au 31 octobre 2019

Le 31 octobre 2019

## Résumé

**Afghanistan** : Les résultats préliminaires de l'élection présidentielle en Afghanistan retardés d'un mois.

**Bangladesh** : Premier lancement d'une émission obligataire libellée en Taka sur la bourse de Londres. 9<sup>ème</sup> commission mixte Bangladesh-UE à Dhaka. Relance du secteur des assurances publiques. Les compagnies d'assurance invitées à s'inscrire avant la fin de l'année au DSE.

**Inde** : Visite de deux jours du Premier ministre Modi en Arabie Saoudite. La compagnie aérienne IndiGo passe une commande historique de 300 Airbus A320neo. Baisse des dépôts de la diaspora sur les cinq premiers mois de l'exercice budgétaire 2019/20. Le taux brut de créances douteuses en augmentation pour les sociétés financières non-bancaires spécialisées dans l'immobilier.

**Maldives** : Déficit public revu à la hausse par le gouvernement en 2019.

**Népal** : Diminution des entrées de fonds des migrants népalais pour la première fois en quatre ans. Contraction du déficit commercial de 3,1% au cours des deux premiers mois de l'exercice budgétaire 2019/20.

**Pakistan** : Le rapatriement de bénéfices et de dividendes stagne au cours du T1 2019/20. La roupie pakistanaise maintient une tendance à la hausse contre le dollar US depuis le début de l'exercice budgétaire 2019/20. Progression du Pakistan de 28 places dans le classement *Doing Business 2020*. La fédération pakistanaise des employeurs s'inquiète d'une rapide progression du chômage qui n'apparaît pas dans les statistiques officielles.

**Sri Lanka** : Révisions à la baisse des prévisions touristiques en 2019. Signature du bail entre les autorités sri lankaises et l'entreprise chinoise CHEC pour le projet *Colombo Port City*. Approbation par le conseil des ministres du don de 480 M USD par l'agence de développement américaine MCC. Suppression progressive entre 2020 et 2024 de taxes à l'importation. Suppression de la taxe carbone.

## AFGHANISTAN

- **Les résultats préliminaires de l'élection présidentielle en Afghanistan retardés d'un mois.** Un long report susceptible d'alimenter l'incertitude politique et les allégations de fraude. En annonçant la nouvelle, la présidente de la commission, Hawa Alam Nuristani, a expliqué que plusieurs incidents avaient ralenti le décompte des voix et que la commission ne voulait pas « sacrifier la transparence à la vitesse ». Ce retard pourrait notamment avoir des conséquences économiques alors que le FMI a récemment maintenu ses perspectives de croissance à 3% pour l'exercice en cours et 3,5% pour l'exercice suivant.



## BANGLADESH

- **Premier lancement d'une émission obligataire libellée en Taka sur la bourse de Londres.** L'*International Finance Corporation* (IFC, groupe Banque mondiale) va lancer le 11 novembre prochain sur la bourse des valeurs londonienne (LSE) la première émission obligataire libellée en Taka ("Bangla Bond") pour l'équivalent de 10 M\$, portant la garantie de l'IFC et classée AAA; l'argent collecté sera destiné à financer des investissements privés au Bangladesh soutenus par l'IFC. Un premier accord a été trouvé avec le groupe PRAN.

En cas de succès, d'autres émissions sont prévues pour un montant global de 1 Md\$, en ciblant la diaspora bangladaise, les fonds souverains, et les banques centrales. La maturité initiale sera de 2 à 5 ans mais l'IFC espère à terme la porter sur des maturités plus longues (5, 7 et 10 ans).

- **9<sup>ème</sup> commission mixte Bangladesh – UE le 21 octobre à Dhaka.** Le sujet des accords commerciaux a été discuté notamment l'accord TSA (tout sauf les armes) dont Bangladesh est le principal bénéficiaire (62% des importations couvertes). Après la sortie de la catégorie des PMA, officialisée probablement en 2024, le Bangladesh bénéficiera de l'exemption de tarifs douaniers dans le cadre de TSA jusqu'en 2027 (conditionné au nouveau règlement du SPG, le règlement actuel arrivant à échéance fin 2023).

L'UE a insisté sur le respect des conventions de l'Organisation Internationale du Travail et des droits humains, qui conditionnent l'accès à TSA ou aux accords SPG. Le Bangladesh pourrait perdre jusqu'à 1,6 Md € d'échanges si il venait à se voir retirer son exemption de droits de douane sur le textile (9,6% actuellement non-imposé). En 2018, les échanges commerciaux du Bangladesh avec l'UE représentaient 21,4 Mds €, pour un déficit de 14,3 Mds € ; les importations de la filière textile-habillement représentaient 95% des achats de l'UE (17,8 Mds€).

- **Relance du secteur des assurances publiques.** L'Association Internationale de Développement (IDA, groupe Banque Mondiale) va financer avec le gouvernement jusqu'à fin 2022 un projet de couverture d'assurance à hauteur de 65,7 M€. Il comprend un important volet de renforcement des capacités institutionnelles (24,6 M€), avec notamment la création d'une unité statistique et de recherche pour actualiser les bases de données (mortalité et morbidité).

L'IDA apportera un prêt de 53,3 M€ et le gouvernement 12,3 M€, via le ministère des Finances. Le régulateur IDRA (*Insurance Development and Regulatory Authority*) sera l'agence d'exécution. Les deux compagnies d'assurance publiques **Sadharan Bima Corporation** (SBC), et **Jiban Bima Corporation** (assureur vie) devraient recevoir 36,9 M€ pour se moderniser.

Ce projet ambitionne de porter la population d'assurés (vie et non vie) à 22 M de clients fin 2022 sur une population globale qui s'élèverait alors à 171 M de personnes (soit 13%). Selon le Bureau des Statistiques (BBS), le secteur financier ne représentait en 2018 que 3,7% du PIB.

- **Les compagnies d'assurance invitées à s'inscrire avant la fin de l'année au DSE.** Sur 78 assureurs (vie et non vie) opérant au Bangladesh, 31 restent encore en dehors du marché des capitaux. Les contrevenants pourront perdre leur licence en 2020. La *Bangladesh Insurance Association* (BIA) va accompagner les entreprises concernées (8 ont déjà engagé les formalités d'inscription)

Aujourd'hui 78 compagnies opèrent sous le régime de l'*Insurance Act* de 2010. 32 dans l'assurance-vie (29 privés, un assureur public et deux étrangers, dont l'américain MetLife), et 46 dans l'assurance générale (dont 1 assureur public). La collecte brute globale s'est élevée à



1,16 Md € en 2017 tandis que dans l'assurance non-vie, la collecte brute s'est élevée en 2017 à 277,6 M€ (en hausse de 5,2% sur 2016) et les actifs atteignaient 785,1 M€ (11,3%).

Le poids du secteur est peu significatif dans l'économie (0,3% du PIB en 2018) et l'un des plus faibles en Asie du sud (12% en Inde et de 5% au Pakistan).

## INDE

- **Visite de deux jours du Premier ministre Modi en Arabie Saoudite.** Le Premier ministre s'est rendu les 28 et 29 octobre à Riyad pour assister au sommet *Future Investment Initiative*, pour ce qui constitue sa deuxième visite après 2016. En marge du sommet, une douzaine d'accords bilatéraux auraient été signés sur l'énergie, la défense et l'aviation civile.

La création d'un Conseil de partenariat stratégique devrait être un élément clé de la visite. Il devrait avoir deux mécanismes parallèles: un pour examiner les relations politiques et diplomatiques et le second (présidé par le ministre du Commerce Piyush Goyal pour la partie indienne) pour superviser les relations commerciales et énergétiques. Pour les deux mécanismes, le conseil relèvera du premier Ministre Modi et du prince héritier Mohammed bin Salman.

L'Inde fait partie des huit pays identifiés par l'Arabie Saoudite dans sa vision 2030 et serait le quatrième pays à signer des accords pour la création d'un conseil de partenariat stratégique.

Un autre résultat attendu est la signature d'un pacte permettant le lancement de la carte Rupay en Arabie saoudite. Après les Émirats arabes unis et Bahreïn, l'Arabie saoudite serait le troisième pays de la région du Golfe où la carte Rupay de l'Inde sera opérationnelle.

- **La compagnie aérienne IndiGo passe une commande historique de 300 Airbus A320neo.** IndiGo a confirmé par un communiqué avoir passé une commande ferme de 300 avions, achetés au prix du catalogue, pour un montant total avoisinant 33 Mds USD. Elle place à 730 le nombre total d'Airbus A320neo que la compagnie indienne a en commande chez Airbus. Depuis que le premier Airbus A320neo a été livré en mars 2016, sa flotte d'A320neo a grossi pour devenir la plus importante du monde avec un total de 97 appareils. Pour Airbus, il s'agit de la plus importante commande passée par un seul opérateur, le record historique précédent ne datait que de 2015, et concernait 250 appareils, déjà des A320neo et déjà IndiGo.
- **Baisse des dépôts de la diaspora sur les cinq premiers mois de l'exercice budgétaire 2019/20.** Au cours des cinq premiers mois de l'exercice en cours (avril-août 2019), le flux de dépôts de la diaspora indienne a chuté de 29% en glissement annuel pour s'établir à 4 Mds USD (contre 5,7 Mds USD un an auparavant). Cette tendance semble s'expliquer en partie par une préférence des travailleurs expatriés pour les fonds communs de placement alors que la rémunération sur dépôt est en baisse.

Le compte en roupies non-résidents (externe) (NRERA), qui est principalement utilisé par les expatriés employés dans le Golfe, a vu ses entrées passer de 4 à 2,5 Mds USD sur la période considérée tandis que le taux d'intérêt sur les dépôts en roupies a diminué dans une fourchette comprise entre 0,8 et 1% dans le même temps.

- **Le taux brut de créances douteuses en augmentations pour les sociétés financières non-bancaires spécialisées dans l'immobilier.** Selon un rapport de l'agence de notation ICRA (affiliée à Moody's), le taux des créances douteuses risque d'augmenter à 2,2% fin septembre (contre 1,8% en juin et 1,6% en mars 2019) en raison des risques de défaillance des constructeurs et du ralentissement de leur activité en raison du manque d'accès aux crédits.



Pour rappel, le gouvernement, dans le cadre de son plan de relance visant à stimuler l'économie, a annoncé majeure avec la **mise en place d'un fonds de prévoyance doté de 200 Mds INR** (2,5 Mds €) pour les projets bloqués par le manque de liquidité.

## MALDIVES

- **Déficit budgétaire revu à la hausse pour s'établir à 5,3 Mds MVR estimé pour 2019** (environ 307 M€ soit 5,9% du PIB). Le déficit public des Maldives pour l'année 2019, initialement prévu à 4 Mds MVR soit au même niveau que l'année précédente, a été revu à la hausse et devrait s'élever à 5,3 Mds MVR. Les recettes publiques pour 2019 devraient atteindre 24,3 Mds MVR, contre des dépenses estimées à 29,6 Mds MVR. Cette hausse des recettes s'expliquerait principalement par des recettes fiscales et une aide internationale plus importantes que prévu. Quant aux dépenses, leur hausse s'explique principalement par une augmentation du nombre d'agents publics, une croissance des subventions sur l'électricité et des produits de bases ainsi qu'une expansion du programme nationale d'assurance santé *Aasandha*.

## NEPAL

- **Diminution des entrées de fonds des migrants népalais pour la première fois en quatre ans.** Selon la Banque centrale népalaise (NRB), les transferts de fonds auraient été ramenés à 154 Mds NPR (1,2 Md€) au cours des deux premiers mois de l'exercice budgétaire 2019/20 (mi-juillet à mi-septembre 2019) soit une diminution de 0,3% en glissement annuel à comparer à une augmentation de 33,4% un an plus tôt. Cette diminution pourrait être due à la quasi-stagnation des départs de travailleurs migrants à l'étranger (le nombre de travailleurs népalais ayant migré à la recherche d'un emploi n'aurait augmenté que de 0,2% au cours de la période considérée). Notamment, la chute substantielle des départs vers la Malaisie a été invoquée pour expliquer la baisse des entrées de fonds. Cependant, les entrées de fonds pourraient augmenter au troisième mois de l'exercice (de la mi-septembre à la mi-octobre), les travailleurs envoyant souvent de l'argent chez eux avant les fêtes.
- **Contraction du déficit commercial de 3,1% au cours des deux premiers mois de l'exercice budgétaire 2019/20.** Ce dernier a été ramené à 211 Mds NPR (environ 1,7 Md€ ou encore 7% du PIB) à la faveur d'un rythme d'exportations de marchandises soutenu (augmentation de 25,9% en glissement annuel pour atteindre 18,5 Mds NPR), tandis que les importations ont diminué de 1,2% à 232 Mds NPR. Par ailleurs, le solde de la balance des paiements est excédentaire de 8,8 Mds NPR (0,3 % du PIB) sur la période considérée alors qu'il était négatif de 25,5 Mds NPR (0,8% du PIB) un an plus tôt.

## PAKISTAN

- **Les rapatriements de bénéficiaires et de dividendes stagnent au cours du premier trimestre 2019/20** (du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2019). Ils ont atteint 349,2 M USD, à comparer à 347,6 M USD au T1 2018/19 (+0,4 % en glissement annuel). Le montant des rapatriements de bénéficiaires et de dividendes est ainsi inférieur aux flux nets d'IDE enregistrés sur la période considérée (541,2 M USD). 94,2 % de ces rapatriements sont issus des IDE, le reste provenant des investissements de portefeuille. Les principaux pays vers lesquels les bénéficiaires et les dividendes ont été rapatriés sont le Royaume-Uni (87,4 M USD), les États-Unis (85,2 M USD), Hong Kong (56 M USD), les Emirats arabes unis (21,5 M USD) et la Suisse (21,4 M USD). En



termes sectoriels, le montant le plus important a été rapatrié par les entreprises œuvrant dans le secteur de l'exploration d'hydrocarbures (72,7 M USD), suivies par les services financiers (66,2 M USD), les produits chimiques (48 M USD) et le transport (35,7 M USD).

- **La roupie pakistanaise maintient une tendance à la hausse contre le dollar américain depuis le début de l'exercice budgétaire 2019/20.** La PKR s'échangeait à 155,88 PKR pour un USD sur le marché interbancaire le 25 octobre 2019. La réévaluation de la PKR par rapport à l'USD atteint 2,6 % depuis le début de l'exercice budgétaire.
- **Progression du Pakistan de 28 places au classement *Doing Business 2020*.** Le Pakistan passe du 136<sup>ème</sup> au 108<sup>ème</sup> rang du classement portant sur un échantillon de 190 économies (+11 places un an plus tôt). Il s'agit, cette année encore, de la meilleure progression annuelle enregistrée par le Pakistan depuis le lancement du *Doing Business Report* en 2002. Seules les villes de Karachi et de Lahore sont prises en compte dans l'étude (elles pèsent respectivement à hauteur 65 % et 35 % dans le score total du pays qui s'établit à 61 après 55,3 en 2018). Le Pakistan demeure toutefois à la cinquième place dans la zone Asie du Sud, devant les Maldives, le Bangladesh et l'Afghanistan. A titre de comparaison, le Pakistan se plaçait au 60<sup>ème</sup> rang mondial en 2006, loin devant Sri Lanka (75<sup>ème</sup>), le Bhoutan (104<sup>ème</sup>) ou encore l'Inde (116<sup>ème</sup>).

Dans l'édition 2020 de son rapport, la Banque met l'accent sur six avancées principales enregistrées par le Pakistan:

- développement des opérations couvertes par le guichet unique en ligne pour la création d'entreprises (réduction du nombre de procédures de 10 à 5) et suppression des frais du Département du travail de Lahore ;
  - facilitation des démarches d'inspection des bâtiments à Karachi pour la délivrance de permis de construire ;
  - mise en place d'un module de paiement en ligne pour la taxe sur la valeur ajoutée et l'impôt sur les bénéfices des sociétés ;
  - lancement d'un portail en ligne pour le dépôt des nouvelles demandes d'enregistrement des propriétés et l'instauration de délais précis pour la délivrance des titres ;
  - renforcement de la transparence dans la tarification de l'électricité ;
  - intégration renforcée de diverses agences au sein du portail de l'administration des douanes et une meilleure coordination lors des contrôles conjoints sur site.
- **La fédération pakistanaise des employeurs s'inquiète d'une rapide progression du chômage qui n'apparaît pas dans les statistiques officielles.** La *Labour Force Survey 2017/18* publiée par le Bureau des statistiques fait état d'un léger recul du taux de chômage à 5,8 % sur l'exercice 2017/18 (1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018), à comparer à 5,9 % en 2014/15. La population active pakistanaise compterait 65,5 M de personnes (dont 50,7 M d'hommes et 14,8 M de femmes). Alors que taux de chômage moyen depuis 1986 s'établit à 5,5 % selon les données officielles, la fédération pakistanaise des employeurs estime ce chiffre largement sous-estimé et considère qu'un million de personne pourrait perdre leur emploi lors de la période d'ajustement structurel. Plusieurs vagues de licenciement auraient déjà eu lieu au cours des derniers mois, notamment dans le secteur industriel. Par ailleurs, avec environ 3,5 M de nouveaux arrivants sur le marché du travail chaque année, une croissance économique minimum de 8 % serait requise pour assurer le plein emploi de la population. La croissance a toutefois atteint son niveau le plus bas depuis neuf ans à 3,3 % en 2018/19 et devrait ralentir à 2,4 % en 2019/20. Pour mémoire, Imran Khan avait promis, lors de sa campagne présidentielle, la création de 10 M d'emplois au cours de son mandat d'une durée de cinq ans.

**SRI LANKA**

- **Révision à la baisse des prévisions touristiques en 2019.** Le pays prévoit d'accueillir 1,9 M de touristes sur l'année 2019, en baisse par rapport aux dernières prévisions d'août estimées à 2,1 M de touristes et même 2,5 M de touristes avant les attentats. Depuis le début de cette année, Sri Lanka a enregistré plus de 1,38 M d'arrivées touristiques, en comparaison avec 1,73 M sur la même période l'année précédente (soit -20,2%). Sur la période janvier-septembre 2019, plus de 72 000 ressortissants français sont venus pour des raisons touristiques, contre 85 000 l'année précédente (soit -15,3%). Les trois premiers pays contributeurs, à savoir l'Inde, le Royaume-Uni et la Chine, ont vu une baisse du nombre d'arrivées de leurs ressortissants de respectivement -19,9%, -18,5% et -41,3% sur cette même période.
- **Signature du bail entre les autorités sri-lankaises et l'entreprise chinoise CHEC pour le projet Colombo Port City.** L'accord, signé le 29 octobre par le président de Sri Lanka Sirisena et CHEC, prévoit que les 269 hectares gagnés sur la mer seront la propriété de l'*Urban Development Authority* (UDA), structure publique du gouvernement sri-lankais. 47 hectares seraient attribués à CHEC via un bail 99 ans. La construction du projet avait été lancée le 17 septembre 2014 par l'ancien président sri-lankais Mahinda Rajapaksa et le président chinois Xi Jinping. L'entreprise chinoise a investi 1,4 Md USD pour préparer les terrains qui accueilleront la future *Port City*. Avec le développement de ce projet, les autorités sri lankaises espèrent attirer 13,6 Mds USD en investissements étrangers.
- **Approbation du conseil des ministres pour le don de 480 M USD par l'agence de développement américaine MCC.** L'enveloppe de 480 M USD devrait être utilisée en cinq ans pour améliorer la gestion du trafic à Colombo, à rénover des routes interprovinciales et moderniser les services de bus, et pour développer le cadastre. Le gouvernement a par ailleurs accordé l'exemption fiscale aux projets qui seront financés par la MCC. Un projet de loi, dénommé *MCC Sri Lanka Act*, devrait être soumis au Parlement pour valider l'accord après sa signature entre les parties prenantes. Sri-Lanka est le 37<sup>ème</sup> pays à recevoir une aide du MCC. Les premiers projets pourraient être lancés dès janvier 2020.
- **Suppression progressive de taxes à l'importation à l'horizon 2024.** Le plan proposé par le ministre des finances de supprimer par étape entre 2020 et 2024 de nombreuses taxes sur les produits importés a été approuvé en conseil des ministres. A l'issue de la mise en place de ce plan, environ 1000 produits devraient être libres de droit de douane. Les produits concernés en priorité par cette mesure sont ceux liés au secteur touristique, manufacturier et de la construction. Par cette réforme, les autorités souhaitent accroître le pouvoir d'achat de la population, encourager le commerce international et favoriser la concurrence entre les entreprises. Cependant, des mécanismes *anti-dumping* seront mis en place pour protéger l'industrie locale contre des pratiques anti-concurrentielles.
- **Suppression de la taxe carbone.** Introduite au 1<sup>er</sup> janvier 2019, la taxe carbone sur les véhicules motorisés se calculait selon l'ancienneté et la capacité du moteur du véhicule. Celle-ci sera supprimée à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2020. Le budget voté indique un montant de 2 Mds LKR (soit 11 M USD) pour 2019 et 3 Mds LKR pour 2020 (16,5 M USD).



**Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface**

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	<i>Climat des affaires</i>
<b>Inde</b>	Baa2	Positive	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	B1	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
<b>Maldives</b>	-		B2	Stable	-		D	D

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi  
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par T. Gharib, P. Pillon, C. Stutzmann A. Boitière, J.Deur, P-H. Lenfant et H. Lafond.

Version du 31/10/2019